

Déclaration FSU12 – CTSD du 01/02/2018

Ainsi, la rentrée 2018 verra la mise en œuvre des doubléments des classes de CP dans les écoles en REP, et des dédoublements des classes de CE1 dans les REP+. Sur le principe, la FSU12 ne peut que s'en réjouir car c'est enfin reconnaître que l'effectif de la classe est le facteur premier qui conditionne la réussite des élèves mais aussi l'amélioration des conditions de travail des enseignants, c'est sortir du "faire mieux avec moins".

Cependant, nous dénonçons les conditions de mise en œuvre de cette mesure. Juste pour le département de la Haute-Garonne, il faudrait une centaine de postes pour les dédoublements, sans compter la hausse démographique, alors que la dotation pour toute l'académie de Toulouse se limite à 89 postes. Ce sont donc les « petits » départements de l'académie qui compensent et cela se traduit chez nous par une dotation de -10 postes. Partout, les moyens supplémentaires nécessaires seront prélevés sur l'existant, en premier lieu au détriment des PDMQDC plébiscités par les collègues, à peine créés, jamais évalués. On déshabille Paul pour habiller Jacques... La FSU revendique la création de PDMQDC pour arriver à terme à 3 enseignants pour 2 classes avec une première étape à 1 enseignant supplémentaire pour 5 classes ce qui nécessiterait la création de 50 postes dans l'Aveyron.

Oui, les écoles du REP decazevillois méritent des moyens supplémentaires. Oui, il faut donner plus à ceux qui ont moins. Mais non, tout ne se joue pas au CP ! L'étude PIRL's l'a bien montré : le problème en lecture n'est pas le décodage mais la compréhension qui nécessite un apprentissage long, qui concerne pour le moins toute la scolarité au primaire. De plus, les résultats faibles obtenus aux évaluations internationales sont à mettre en regard de notre nombre moyen d'élèves par classe, un des plus élevés des pays de l'OCDE, ou de la part de la richesse nationale investie dans le premier degré, une des plus faibles en Europe. Alors que les attentes envers l'école ne cessent d'augmenter, qu'on lui assigne la mission de résoudre chaque nouveau problème sociétal, que de plus en plus de familles évoluent dans un environnement socio-économique dégradé voire de grande pauvreté, ce sont toutes les classes qui doivent bénéficier d'un allègement de leur effectif.

Par soucis d'équité, nous demandons en particulier une ouverture de poste inconditionnelle pour ces écoles qui, bien qu'implantées dans des quartiers qui pourraient relever de la REP, ne bénéficieront d'aucun moyen supplémentaire, voire pourraient en perdre. Là aussi, il pourrait s'agir de donner plus à ceux qui ont moins mais aussi de répondre aux appels à l'aide des enseignants qui souvent se débattent, confrontés à de plus en plus d'élèves en inclusion ou allophones ou à comportement compliqué évoluant dans des familles en déshérence sociale. Nous pensons en particulier aux écoles Gourgan et Ramadier de Rodez, Pierre Puel et Jean Laroche d'Onet le Château, Pendariès de Villefranche de Rouergue, Blanchart et Caussat de Saint-Affrique et d'autres qui auraient pu compléter cette liste.

Mais plus largement encore, la FSU demande, conformément à ses mandats, une baisse des effectifs partout, que plus aucune classe n'excède 25 élèves, 20 dans la REP, dans les écoles équivalentes ou dans les classes rurales multi-niveaux. Nous avons calculé qu'il faudrait pour cela créer dans l'Aveyron 70 postes.

Et justement parlons de nos petites écoles de campagne. La FSU continue de s'opposer au démantèlement de l'école rurale, aux fermetures de classes, aux créations de RPI à marche forcée et finalement aux conventions rurales qui visent à la disparition des petites écoles de moins de 3 classes. Dans ces petites structures, la suppression d'un poste va souvent rompre un équilibre fragile, va complexifier l'organisation pédagogique, ce qui va faire fuir de nouvelles familles entraînant de nouvelles mesures de fermetures et à court terme la disparition de l'école. L'école rurale a fait la preuve de son efficacité qu'il s'agisse de la réussite des élèves ou du maintien de la vie dans nos campagnes. Elle a besoin, elle mérite des moyens supplémentaires, des taux d'encadrement élevés.

Alors même que pour l'instant il n'est pas question de diminution des effectifs, il nous faut dénoncer la non-comptabilisation d'élèves bien présents dans les classes : nous demandons la prise en compte pour l'attribution des moyens des élèves d'ULIS puisqu'ils sont effectivement inscrits dans les classes et celles des élèves de 2 ans eux aussi bien présents. Cette non prise en compte est particulièrement pénalisante pour de nombreuses écoles aveyronnaises, confrontées à la concurrence du privé, qui n'ont d'autres choix que de les accepter faute de quoi elles hypothéqueraient leur avenir... Concernant les 2 ans, alors que les bienfaits d'une entrée précoce à l'école sont avérés, en particulier pour les populations les plus fragiles, en dix ans, leur taux de scolarisation a chuté de 10 points dans notre département. Nous avons calculé que

pour atteindre un taux de scolarisation des moins de 3 ans de 50%, il faudrait créer dans l'Aveyron 26 postes...

Concernant le dualisme scolaire, il n'y a pas que la baisse démographique qui vide nos écoles mais aussi parfois la concurrence d'une école privée voisine. C'est à une campagne de communication agressive, totalement décomplexée, parfaitement réfléchie et coordonnée sur le département à laquelle doit faire face le service public d'éducation. Les éléments en sont maintenant bien connus : recrutement direct dans nos écoles publiques, classes passerelles et pédagogie Montessori. Face à cette offensive en règle, nos directrices et directeurs sont eux esseulés, au mieux, on leur préconise de communiquer dans la presse pour vendre leur école. La FSU12 demande lors des opérations de carte scolaire la prise en compte, le cas échéant, d'un établissement privé voisin et concurrent et une réponse à la hauteur du service public d'éducation.

Concernant les RASED, nous avons calculé que, ne serait-ce que pour revenir à une couverture d'avant 2008 avec des équipes complètes (psychologues scolaires, maîtres E, maîtres G), il faudrait créer 19 postes pour l'Aveyron. Car, oui, l'école a besoin de dispositifs d'aides spécialisées internes, oui le service public d'Education doit offrir gratuitement aux élèves en grande difficulté l'expertise et l'aide des professionnels spécialisés des RASED.

Et aussi... 22 remplaçants supplémentaires pour couvrir tous les besoins, 13 postes pour en finir avec les contractuels, une quarantaine de postes pour augmenter significativement toutes les décharges des directrices et directeurs et en faire bénéficier les chargés d'écoles...

Soit un total de près de 250 postes... Irréalizable, déraisonnable, utopique, "les caisses sont vides" nous direz-vous... Certainement bien moins déraisonnable, vous répondra la FSU, que les 4 milliards et demi de cadeaux fiscaux que l'état vient de faire aux plus fortunés de ce pays...